

Non au démantèlement de l'info de proximité !

L'hécatombe continue dans les locales. L'équipe de Cote d'Opale à Boulogne sur Mer vient de l'apprendre: c'est fini. Le rédacteur en chef du BRI de Lille vient d'annoncer la fin de 23 ans d'histoire. 23 ans à couvrir un secteur très riche en actualités, du Touquet à Dunkerque via Calais. Il n'a pas osé préciser la date exacte de cette fin, mais il a signifié que la locale deviendra, à terme, un gros bureau.

Après avoir démantelé celles de Tours et Bourges en 2016, la direction a déjà annoncé qu'elle souhaite fermer les éditions de Lyon et Saint-Etienne... En attendant les prochaines, car dans les autres régions, comme en Occitanie, les orientations des premiers ateliers ne laissent rien présager de bon.

La Cgt avait déposé en novembre dernier une saisine sur l'avenir des locales. Lors de la première réunion, la direction des réseaux avait affirmé qu'il n'y avait pas de plan caché sur les fermetures de locales. Elle laissait alors le pouvoir de décision à chaque directeur régional chargé d'organiser des groupes de travail. Il s'avère que chaque atelier lancé a en fait pour but d'expliquer aux salariés qu'il faut supprimer l'édition pour faire un grand journal régional. Un directeur régional a déjà communiqué sa décision aux politiques et institutionnels de sa région.

Comment ne pas voir là une trahison ? France Télévisions a toujours laissé pourrir la problématique de la diffusion dégradée des locales.

La Cgt demande depuis des années la présence de ces éditions sur les Box. Des chaînes locales privées savent le faire pour des coûts réduits. Et récupèrent du coup des subventions d'argent public des collectivités locales. Pourquoi pas nous ? A France Télévisions, la direction prétend que la remontée des décrochages locaux sur ces box coûterait des millions d'€ chaque année. Enfumage... Il est également possible de rediffuser les locales sur le créneau de Tout le Sport après 20h. Certaines régions le font déjà.

L'ensemble des personnels des rédactions des locales refuse ces décisions absurdes qui bafouent notre mission de service public de proximité. Elles refusent de devenir des gros bureaux excentrés au service d'un rédacteur en chef qui viendrait y faire son marché. Elles refusent de se voir qualifiées d'has been par des directeurs méprisants. Sans compter les suppressions de postes qui ne manqueront pas d'apparaître (cf Tours et Bourges) en priorité sur les postes de rédacteur en chef adjoint, assistante et monteur.

La Cgt ne laissera pas démolir le travail d'une génération de salariés au service de l'information de proximité. Près de 300 salariés sont concernés.

Il est donc urgent de fixer un nouveau rendez-vous de discussion en central sur le sujet, faute de quoi la situation pourrait prendre une tournure conflictuelle.

Paris, le 12 avril 2017